



### Voilà où nous en sommes : la valeur de l'agriculture paysanne en pleine crise du COVID-19

**Au cœur de cette crise sans précédent que traversent l'Europe et le reste du monde à cause du COVID-19, il est à nouveau essentiel de repenser notre modèle économique ainsi que l'importance de la souveraineté alimentaire. ECVC et les milliers d'agriculteurs familiaux qu'elle représente dans toute l'Europe veulent maintenant plus que jamais proclamer haut et fort que les paysan.ne.s, petit.e.s et moyen.ne.s exploitant.e.s et autres travailleur.se.s agricoles sont là, présents, pour assumer leur engagement principal ainsi que leur responsabilité envers toute la société européenne : produire des aliments sains et frais.**

ECVC souhaite manifester sa solidarité envers tous les paysans et agriculteurs, mais aussi envers les autres secteurs de la société (parmi lesquels figurent les travailleurs dont les professions sont vitales à l'heure actuelle et le personnel médical) qui continuent leur travail en première ligne.

Face à la dépendance et fragilité considérables provoquées par le système de mondialisation, suite à des mesures d'austérité et coupes budgétaires année après année, nous constatons que, plus que jamais, il est primordial de pouvoir compter sur des services publics solides, comme la santé, pour faire face aux difficultés actuelles alarmantes. De même, nous constatons à quel point il est essentiel de disposer de suffisamment d'aliments sains et locaux pour l'ensemble de la population.

Dans l'Union Européenne et toute l'Europe, ce sont des milliers de petits et moyens agriculteurs qui nous garantissent cette sécurité en approvisionnement alimentaire, grâce à leurs productions qui nourrissent les habitants de nombreuses villes et villages de l'Union Européenne. En 2016, 95,2% des exploitations agricoles de l'UE ont été classées comme exploitations familiales<sup>1</sup>. Dans d'autres pays européens ce pourcentage est encore plus élevé<sup>2</sup>. En d'autres termes, l'Europe regorge de petits producteurs de denrées alimentaires offrant une solution toute faite aux problèmes qui concernent le monde entier : disposer d'une alimentation saine et locale qui ne dépende pas des longues chaînes d'approvisionnement qui, elles, risquent d'être touchées de manière dramatique par cette pandémie.

Cependant, que ce soit au niveau des politiques agricoles ou économiques, l'agriculture destinée à nourrir nos populations en Europe dépend des intérêts de la mondialisation et des marchés internationaux. Par conséquent, l'approvisionnement alimentaire et la souveraineté alimentaire, mis en péril, sont entièrement remis en cause. Ces politiques détruisent des milliers et des milliers de petites exploitations agricoles, de ce fait c'est la sécurité alimentaire de toute la population qui est menacée.

En raison de cette mondialisation néolibérale des marchés agricoles, les citoyens perdent le contrôle sur les systèmes alimentaires et deviennent dépendants de certains produits importés, et seul un très petit nombre de multinationales contrôlent désormais une grande partie de la distribution.

<sup>1</sup>[https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Agriculture\\_statistics\\_-\\_family\\_farming\\_in\\_the\\_EU#Structural\\_profile\\_of\\_farms\\_-\\_analysis\\_for\\_the\\_EU](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Agriculture_statistics_-_family_farming_in_the_EU#Structural_profile_of_farms_-_analysis_for_the_EU)

<sup>2</sup> <http://www.fao.org/3/aq676e/aq676e.pdf>

**Contact : Andoni García Arriola, Comité de Coordination d'ECVC : +34 636 451 569 – ES, EUZ  
Ramona Dumnicioiu – Comité de Coordination d'ECVC : +40 746 337 022 – FR, ES, EN, RO  
José Miguel Pacheco – Comité de Coordination d'ECVC : +351 918736441 – ES, PT**

La capacité de la grande distribution alimentaire et des autres multinationales à garantir et à fournir des quantités suffisantes de nourriture à la population dépend de nombreux facteurs fragiles qui, comme nous l'avons constaté avec l'épidémie du COVID-19, sont en grande partie hors de leur contrôle. En effet, la chaîne entre production et consommation est composée d'un trop grand nombre de maillons, et c'est là que l'on a pu constater l'importance de l'action des pouvoirs publics.

C'est dans ce contexte que les décideurs politiques, les sociétés multinationales et les grands distributeurs alimentaires s'affolent pour trouver un moyen de continuer à transporter les aliments sans aggraver la propagation du virus. Dès lors, ils ne peuvent se permettre d'oublier le rôle fondamental que jouent les petits et moyens agriculteurs, et doivent les prendre en compte dans leurs décisions politiques à tous les niveaux. Près de 10 millions de petits agriculteurs<sup>3</sup> dans l'UE et plus encore dans d'autres pays européens<sup>4</sup> cultivent, produisent et travaillent chaque jour afin de nourrir les populations locales.

Toutefois, pour que cela puisse fonctionner, les institutions et les autorités nationales, régionales et locales ont incontestablement un rôle clé à jouer : veiller à ce que les citoyens aient accès à ces produits. Les politiques publiques doivent être extrêmement concrètes et se concentrer sur le soutien et la protection des petits producteurs ainsi que sur le renforcement de l'économie locale.

La crise actuelle, remplie de contradictions, pourrait signifier la disparition de nombreux petits producteurs en Europe qui se sont vu refuser l'accès aux marchés sur lesquels leur production était écoulée jusqu'à présent.

La fermeture des cantines publiques et privées, de la plupart des restaurants et des marchés publics, la limitation des ventes directes et la concentration du commerce alimentaire dans les grands supermarchés peuvent entraîner, si aucune mesure n'est prise, la perte d'une grande partie de la capacité de production sur nos territoires.

Il en va de même pour les travailleurs salariés du secteur agricole européen, dont la majorité sont des migrants. Ils travaillent dans des conditions sociales instables et précaires, sans papiers, et souffrent dans de nombreux cas de l'absence de conditions de santé et de sécurité sur leur lieu de travail ou dans les transports. Leurs droits au travail sont drastiquement réduits et ils manquent cruellement de ressources lorsqu'ils sont licenciés ou au chômage technique. Cette situation est pire encore dans le cas de déplacements internationaux, et dans nombre d'établissements insalubres de diverses régions d'Europe, où des milliers de travailleurs agricoles saisonniers sont contraints de résider.

**C'est pourquoi ECVC appelle tous les décideurs, à tous les niveaux en Europe, à prendre toutes les mesures possibles et nécessaires pour protéger l'accès au marché des petits et moyens agriculteurs et paysans en ces temps difficiles. ECVC demande à ce que tous les moyens nécessaires à la poursuite de leur travail leurs soient donnés, plus précisément :**

- Nous exigeons que les chaînes d'approvisionnement courtes (locales) et les points de vente directe, tels que les marchés locaux et les magasins agricoles, restent ouverts dans toute l'Europe et que des mesures appropriées soient prises pour assurer leur sécurité.

---

<sup>3</sup>[https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Agriculture\\_statistics\\_-\\_family\\_farming\\_in\\_the\\_EU#Structural\\_profile\\_of\\_farms\\_-\\_analysis\\_for\\_the\\_EU](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Agriculture_statistics_-_family_farming_in_the_EU#Structural_profile_of_farms_-_analysis_for_the_EU)

<sup>4</sup> <http://www.fao.org/europe/resources/assessment-of-agriculture-and-rural-development-sectors-in-the-eastern-partnership-countries/en/>

- Nous appelons les autorités européennes, nationales et locales à prendre des mesures proactives adaptées à la situation afin que les petits agriculteurs et les paysans puissent vendre leurs produits sur différents canaux, y compris sur les circuits directs et courts, ainsi qu'à la grande distribution, diminuant ainsi le risque de voir une grande partie de leur production invendable dans les campagnes à cause d'un manque d'infrastructures ou autres entraves bureaucratiques.
- Nous réclamons un soutien économique envers les paysans affectés par la crise là où c'est possible, à l'aide de mesures économiques telles le paiement anticipé des subventions de la PAC.
- Nous sollicitons la promotion des marchés directs et des groupements d'achats solidaires (AMAP, coopératives de consommateurs, etc.) car ils permettront de minimiser le risque de contamination, d'une part en réduisant le transport des aliments et des personnes, d'autre part en empêchant un grand nombre de personnes de se rassembler dans des espaces fermés (comme les supermarchés).
- Nous voulons que la sécurité des petits et moyens producteurs d'aliments et des travailleurs du secteur alimentaire soit garantie face aux risques liés au COVID-19, afin qu'ils puissent effectuer leur travail sur le terrain et sur les marchés locaux. Les gouvernements doivent trouver le moyen de fournir aux travailleurs tous les outils nécessaires (tels que des masques, des produits d'hygiène, etc.) pour qu'ils puissent travailler en toute sûreté.
- Nous souhaitons que tous les travailleurs agricoles salariés conservent leur emploi, la totalité de leurs droits syndicaux et des revenus suffisants sans discrimination et quelles que soient les circonstances. Les institutions doivent garantir des conditions de santé adéquates dans les établissements et les logements des travailleurs, ainsi qu'une alimentation et des ressources suffisantes lorsqu'ils ne peuvent pas se déplacer, n'ont pas emploi ou de prestations sociales. Les migrants et les réfugiés doivent pouvoir obtenir et renouveler leur permis de séjour sans aucun obstacle.

ECVC appelle également les décideurs européens et nationaux à être aussi déterminés à modifier leur politique agricole et alimentaire qu'ils le sont à stopper la pandémie de COVID-19. Ils doivent s'adapter à la crise économique, sociale et environnementale dont souffre le secteur, en développant des mesures visant à garantir une production locale, saine et durable entre les mains des petits et moyens agriculteurs à un prix équitable, et non pas sur la base de prix internationaux artificiels qui ne tiennent pas compte des coûts de production ni de leurs aspects sociaux et environnementaux selon chaque région. L'UE doit cesser de se servir de l'agriculture et du droit à l'alimentation comme d'un élément quelconque de négociation supplémentaire pour les traités sur le commerce et l'investissement.

L'UE doit commencer à développer des instruments solides pour stabiliser les marchés de certains secteurs où des déséquilibres peuvent être générés, soit en restreignant des exportations vers les pays tiers, soit en réduisant la consommation. À ce jour, on ne sait pas exactement combien de temps dureront les mesures énergiques mises en place pour lutter contre le COVID-19. Il est essentiel d'agir maintenant pour promouvoir et protéger les petits producteurs et les paysans, et pour faciliter la souveraineté alimentaire en cette période cruciale.

Nous présentons sur cette page les informations et mises à jour recueillies auprès de nos membres et alliés : <https://www.eurovia.org/fr/covid-19-dernieres-informations-et-mises-a-jour/>

**Contact : Andoni García Arriola, Comité de Coordination d'ECVC : +34 636 451 569 – ES, EUZ  
Ramona Duminiçoiu – Comité de Coordination d'ECVC : +40 746 337 022 – FR, ES, EN, RO  
José Miguel Pacheco – Comité de Coordination d'ECVC : +351 918736441 – ES, PT**